

Les travaux d'Amherd

- 29.09.2020
- ArclInfo
- PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

Les travaux d'Amherd La pénible victoire en votation, dimanche, braque les projecteurs sur les défis qui se dressent devant l'armée. PAR PHILIPPE BOEGLIN, BERNE La cheffe du Département de la défense, Viola Amherd, n'est pas au bout de ses peines, keystone Les votations sur les avions de combat génèrent décidément bien des sueurs froides au sein des rangs de l'armée. Si, avant-hier, le peuple a dit oui au crédit de six milliards pour acheter de nouveaux jets, il ne l'a fait que du bout des lèvres (moins de 9000 voix). De quoi remémorer la cinglante défaite de 2014, lorsque les votants avaient éjecté le jet suédois Gripen. Première femme ministre de la Défense, Viola Amherd a tremblé, mais fini par gagner.

Elle se retrouve face à une série de défis touchant à la modernisation de l'armée et aux dossiers en cours, dont voici une petite sélection. ILE CHOIX DE L'AVION Le minuscule oui du peuple, dimanche, ne clôt pas l'achat de nouveaux jets de chasse. La population ne s'est prononcée que sur le budget de six milliards de francs. Elle n'a pas eu son mot à dire sur le modèle d'avion. L'appareil sera choisi l'année prochaine par le Conseil fédéral, évidemment sur proposition de Viola Amherd.

Quatre candidats se font concurrence: l'engin français Rafale, du constructeur Dassault, l'Européen Eurofighter, d'Airbus, et les Américains F/A-18 Super Hornet, de Boeing, et F-35, de Lockheed Martin. Viola Amherd va au-devant d'une décision délicate. Les milieux antimilitaristes ont brandi le lancement d'une initiative populaire à l'encontre du futur modèle de jet, se montrant particulièrement opposés aux Américains. «Lorsqu'on achète un avion, on crée une dépendance sur 30 ans. Il faut donc choisir un Etat ami et proche, qui ne contrôle pas notre avion à distance», souligne le conseiller national socialiste Pierre-Alain Fridez (JU).

Les avions d'outre-Atlantique ne jouissent pas de la meilleure cote - et pas seulement au sein de la gauche politique. Ils sont critiqués depuis longtemps pour la dépendance technologique vis-à-vis du fabricant, les Américains ayant la réputation d'être plus réticents à livrer des informations à leur partenaire. Le F-35 souffre également de plusieurs difficultés techniques. Et puis, l'acquisition d'un avion de chasse restant un acte géopolitique, divers acteurs appellent à «se marier» avec un constructeur européen, historiquement plus proche de la Suisse. «L'armée est dirigée par des officiers instruits dans les anciens schémas, et qui n'ont jamais fait la guerre.

..» PIERRE-ALAIN FRIDEZ CONSEILLER NATIONAL JURASSIEN (PS) «Le vainqueur, on le connaît: c'est le Rafale», s'exclame un officier. La course est-elle jouée? Pas sûr. L'avion français a certes subi le moins de critiques jusqu'ici.

Par contre, on le dit cher, alors que le choix de l'avion risque de se jouer sur le prix. Et puis, certains observateurs avancent que la dépendance technologique est similaire pour chaque avion. 2 NOUVELLES MENACES Publié ce printemps, le rapport annuel du Conseil fédéral sur les menaces énumère cinq grands dangers: le terrorisme, l'espionnage, la prolifération (nucléaire, biologique, chimique), les cyberattaques contre les infrastructures critiques et l'extrémisme violent. Pour la gauche rose-verte, l'armée doit s'adapter à la situation. «Elle est dirigée par des officiers instruits dans les anciens schémas, et qui n'ont jamais fait la guerre», décoche le socialiste Pierre-Alain Fridez.

Quelles sont les intentions de Viola Amherd? La conseillère fédérale n'a pas encore placé beaucoup de pions. Elle a toutefois donné un signal en présentant le projet de renouvellement des Forces terrestres. Plutôt que de miser sur une solution coûteuse, faisant la part belle aux chars à l'ancienne, elle a opté pour une voie médiane, qui met en avant des moyens plus légers et modernes. «Le processus de réorientation est engagé, cela se voit dans le programme 2021», appuie le conseiller aux Etats Olivier François (PLR/VD). Sur le front cyber, le plan d'action a été

revu en 2016, par l'ex-ministre de la Défense Guy Parmelin.

Un cybercampus a été ouvert. Jusqu'au faut-il aller? «On parle beaucoup de 'cyber', mais c'est un gigantesque fourre-tout. L'armée doit-elle protéger toutes les entreprises du pays? Cela m'étonnerait qu'elles acceptent qu'un organe d'Etat vienne mettre son nez dans leurs affaires», tempère un initié. Certains dangers ne sont en outre pas du ressort de l'armée. «Prenons le terrorisme.

Nos ressources ne permettent pas de surveiller beaucoup de suspects en même temps, nous sommes totalement démunis», soulève Pierre-Alain Fridez. «Il manque, en Suisse, de 3000 à 4000 policiers. Il faudrait libérer de l'argent pour renforcer les polices cantonales et le renseignement.» Pour le Jurassien, 500 millions pourraient être ôtés au budget militaire et réaffectés. En face, les milieux militaires assurent que l'armée prend en considération l'évolution sécuritaire, mais qu'elle n'a pas pour rôle de tout faire.

«L'armée n'est pas l'organisme voué à répondre en premier lieu aux 'nouvelles' menaces, comme le terrorisme ou les risques cyber, ou encore les catastrophes technologiques», résume l'expert en sécurité Alexandre Vautravers. «L'armée intervient cependant à titre subsidiaire, en appui aux organisations 'feux bleus' des cantons (réd: la police par exemple). L'armée garde une capacité de mobilisation sans pareil, et son organisation hiérarchisée lui permet de planifier et d'agir vite. On revient toujours à cette question: l'armée est la réserve stratégique.» Un problème auprès des femmes Si les avions de combat ont eu autant de peine à passer la rampe dans les urnes, ce serait aussi en raison du vote féminin, proportionnellement plus négatif que celui des votants masculins, rapportait hier un sondage mandaté par Tamedia (lire ci-contre).

L'image de l'armée reste peu enviable auprès de nombreuses femmes. Pourtant, c'est l'un des axes déclarés de Viola Amherd: accroître la part de soldâtes et d'officières, qui, aujourd'hui, forment moins d'un pour cent des troupes. Le service militaire n'est obligatoire que pour les hommes, et cela se ressent. Avis partagés chez les politiques La Société suisse des officiers semble décidée à participer au changement. Il y a un an, son comité a soumis à Viola Amherd un programme en plusieurs points, pour attirer davantage de femmes dans l'armée.

La ministre valaisanne devrait annoncer, prochainement, la voie à suivre. Dans l'arène politique, les avis sont partagés. Le sénateur libéral-radical Olivier Français est favorable. «Le devoir de "C'est toute la société qui doit prendre ses responsabilités. La nécessité du service militaire doit être mieux expliquée en famille, à l'école, dans les entreprises.

» THOMAS HURTER CONSEILLER NATIONAL SCHAFFHOUSOIS (UDC) contribuer à la sécurité est égal pour tous, et le mélange des genres apporte une indéniable plus-value dans une équipe. Par contre, si on veut obliger les femmes à servir, il faudra aussi entrer en matière sur le congé parental et redéfinir les rôles de chacun.» «Tout cela est avant tout une opération de communication...

» A sa droite, le Schaffhousois Thomas Hurter, conseiller national UDC, estime que l'essentiel est ailleurs. «La promotion des femmes n'est pas un but en soi: ce qu'il faut, c'est maintenir les effectifs, sinon nous aurons des problèmes de mobilisation dans le futur. Viola Amherd n'est pas la seule à devoir régler ce problème. C'est toute la société qui doit prendre ses responsabilités. La nécessité du service militaire doit être mieux expliquée en famille, à l'école, dans les entreprises.

» Pour le socialiste Pierre-Alain Fridez, «les femmes ont leur place dans l'armée, mais tout cela est avant tout une opération de communication. Pour ma part, je suis pour réduire le nombre de militaires». Les Suissesses ont rejeté les jets Selon une enquête de Tamedia, réalisée en ligne auprès de 15 000 personnes et publiée hier, le rejet l'aurait emporté si le vote sur les avions de combat n'avait tenu qu'aux femmes. Selon l'enquête, 55% d'entre elles ont déposé un non dans l'urne contre 45% de oui. Chez les hommes, cette proportion est exactement inverse.

L'achat des futurs jets a passé de justesse, par 50,1%, à près de 9000 voix près. Pour cet objet, il y a de fortes différences selon la génération des votants. Les plus de 50 ans ont été plutôt pour,

les moins de 34 ans plutôt contre. Les personnes disposant seulement d'un certificat de fin d'étude ou d'une formation professionnelle ont davantage voté oui, contrairement à celles ayant terminé des études universitaires. L'avion américain recalé Un fossé ville-campagne est surtout perceptible en Suisse alémanique, alors qu'en Suisse romande et au Tessin, les campagnes se sont aussi prononcées contre l'acquisition de nouveaux avions militaires.

Une minorité des sondés souhaite que le peuple puisse donner son avis sur le type d'avion, 60% sont contre. Seulement 4% des personnes interrogées se disent d'accord avec l'achat d'un jet américain, 28% préféreraient un fabricant européen et 24% aimeraient que la Confédération évalue une variante moins chère. Près d'un tiers se dit prêt à laisser cette décision au Conseil fédéral. ATS.